



C E T R I

ANALYSE 2015
9 décembre

Centre tricontinental

ISRAËL-PALESTINE : LE MILITANTISME FEMININ DANS LE CONFLIT

Giulia Daniele

D'un côté, les combats des Palestiniennes sont dominés par la lutte pour la libération nationale. De l'autre, les Israéliennes font de l'occupation militaire une préoccupation féministe. Au croisement des deux, la volonté partagée de mener des projets communs se heurte à la complexité du contexte structurel, profondément ancré dans l'histoire sociopolitique de l'insoutenable conflit qui déchire la région.

Pour tenter une analyse des origines, pratiques et points de vue des militantes palestiniennes et israéliennes, il est nécessaire en tout premier lieu de souligner dans quel contexte historique et sociopolitique ces militantes se sont politisées. Les Palestiniennes vivent dans une nation sans État, au sein de laquelle le combat mené par un mouvement de libération nationale occupe le premier plan de leur réalité quotidienne. Les Israéliennes vivent au contraire dans le cadre d'un nationalisme institutionnalisé et d'un État-nation (l'État juif) établi. Étant donné le morcellement et l'hétérogénéité des identités narratives en Palestine, et compte tenu des disparités considérables en matière de pouvoir et de privilèges entre les deux parties du conflit, le militantisme féminin, tant dans les territoires occupés de la Palestine qu'en Israël, subit une influence croissante des identités ethno-nationales. De plus, en règle générale, les obstacles majeurs qu'implique l'occupation militaire israélienne l'empêchent d'évoluer.

Dans cet article, qui se base sur ma thèse de doctorat et le livre qui en est issu, *Women and the Israeli-Palestinian Conflict : The Road Not Yet Taken* (2014), j'analyse comment s'articulent, dans un contexte conflictuel caractérisé par la concurrence des différences de classe, ethniques, nationales, politiques et sociales, le paradigme de l'activisme politique laïc des femmes en Israël et en Palestine, les théorisations féministes des constructions du genre et l'édification de la paix.

Combat des Palestiniennes et identité nationale enracinée

Après ce que les Palestiniens appellent la *Nakba* (« catastrophe ») en 1948, qui les a par la suite privés de leurs maisons et dépossédés de leurs terres, les Palestiniennes n'ont cessé de mobiliser toutes leurs ressources pour satisfaire aux besoins essentiels de leur famille et leur apporter le soutien nécessaire afin d'assurer leur survie. Presque deux décennies plus tard, avec la création de l'Union générale des femmes palestiniennes (UGFP) au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la participation des femmes, en particulier en matière d'alphabétisation, de premiers soins et de soins infirmiers, fut prise en compte dans la campagne du *sumud* (« détermination ») qui marqua l'activisme du mouvement national en développement.

A partir de ce moment historique, et comme dans de nombreux autres pays de par le monde, la participation politique des femmes a commencé à emprunter au féminisme, quoique des controverses aient été soulevées quant aux contenus et implications liés à sa signification dans un contexte aussi

spécifique. Le mouvement des femmes palestiniennes acquit un réel potentiel dans la lutte nationale lors des premiers jours de la première *intifada* (« soulèvement ») en décembre 1987, en rassemblant des femmes de tous les âges et de toutes les classes sociales. Dans la réalité tragique de l'occupation militaire, les activités quotidiennes assurées par les femmes devinrent un aspect des plus déterminants de la résistance populaire non violente, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

En même temps que la Palestine changeait de l'intérieur après la Conférence pour la paix au Moyen-Orient tenue à Madrid en 1991, et du fait de l'ouverture de ce qui a plus tard été défini comme le « processus de paix » israélo-palestinien, les femmes furent appelées à occuper des fonctions dirigeantes, conformément à l'expression nationale politique d'une société démocratique et égalitaire. Cette proposition s'en tint cependant au niveau théorique (Dayan-Herzbrun, 2005).

Suite à l'échec des accords d'Oslo et au soulèvement de la deuxième *intifada* en 2000, le lien entre la lutte pour la libération nationale et la lutte intérieure contre le patriarcat s'est vu fragilisé du fait que la résistance à l'occupation devint alors la priorité des femmes, remettant à plus tard les problématiques relatives à la condition de la femme. La plupart des militantes de premier plan ont compris que prendre conscience de leurs droits et devoirs n'était pas suffisant, et qu'il leur serait nécessaire de progresser via des changements collectifs d'ordre structurel. Il faut cependant noter qu'en articulant le paradigme de la condition féminine au paradigme de la condition palestinienne, les palestiniennes ont été à même de porter des discours théoriques construits, sur le rapport entre le combat pour la libération nationale et leur combat contre le patriarcat.

Hétérogénéité des identités ethno-nationales des militantes israéliennes

Durant l'époque qui suivit la première guerre israélo-arabe, les rôles spécifiques des Israéliennes comme étant celles qui enfantent et qui maternent ont commencé à devenir ceux de « mère de soldats » et « mère de la nation » (Berkovitch, 1997). La Déclaration d'indépendance (1948) et la Loi sur l'égalité des droits des femmes (1951) ont laissé croire aux Israéliennes qu'elles pourraient acquérir des droits ainsi que l'égalité des chances dans le nouveau paysage sociopolitique, mais ces deux textes de loi n'ont jamais eu de valeur constitutionnelle (Raday, 1991).

Société construite sur le mythe d'une masculinité militarisée dans la sphère tout autant privée que publique, le cadre israélien s'est révélé être exceptionnel, et a été défini par l'universitaire Tami Jacoby (2005) comme « un phénomène de mobilisation-marginalisation » ; les Israéliennes ont été encouragées à participer au système politique, mais elles n'ont pas pour autant cessé de devoir faire face à la réalité quotidienne d'une société régie par les principes d'une masculinité militarisée. Depuis la fin des années 1980, la majorité des militantes politiques israéliennes ont compris que l'occupation militaire est, elle aussi, un problème féministe, et la corrélation spécifique entre féminisme et pacifisme est ainsi devenue une dimension consciente essentielle de leur discours.

Par ailleurs, il faut remarquer concernant les disparités propres à Israël entre les Juifs ashkénazes, les Juifs mizrahim¹, les Palestiniens d'Israël et les autres communautés minoritaires, que les organisations de femmes israéliennes sont principalement constituées de, et dirigées par, des femmes ashkénazes, et ne sont pas représentatives des prétendues « autres », à savoir la majorité des Mizrahim, Palestiniennes, Russes, Bédouines, Éthiopiennes et migrantes, de même que les travailleuses étrangères (bien que la partie ashkénaze n'ait jamais ouvertement admis l'existence de discrimination en Israël). Ces derniers temps cependant, les femmes issues de communautés défavorisées ont commencé à prendre conscience de leur condition, appelant à ce qu'il soit prêté attention à leurs besoins spécifiques et partageant leur expérience d'opprimées. Les clivages de classe, ethniques et sociaux ont engendré des sentiments pénibles chez les femmes non ashkénazes, à commencer par les Juives mizrahim et les Palestiniennes citoyennes d'Israël, qui se sont trouvées mises à part via le jeu des discriminations et des restrictions socio-économiques, politiques, légales et culturelles.

En contextualisant leurs propres combats au sein de la société israélienne militarisée de même qu'en relation à la notion d'« autre » en Israël, et vis-à-vis des militantes palestiniennes de Cisjordanie et de

¹. Le paysage social juif est composé en Israël de deux grandes catégories principales correspondant aux *Ashkénazes* et aux *Mizrahim*. Les premiers, juifs d'origine européenne, américaine et russe, représentent 32% de la population israélienne totale et incarnent l'élite économique, politique et sociale au pouvoir. Les seconds, juifs originaires d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Asie, représentent 48% de la population israélienne totale mais demeurent relégués aux marges du pouvoir.

la bande de Gaza, les militantes israéliennes ne forment pas une subjectivité unifiée, mais une pluralité de voix qui construisent et expliquent leur propre réalité, produite à l'intersection de plusieurs identités.

Militantisme conjoint des Palestiniennes et des Israéliennes : analyse critique

Dans les années 1990, les organisations féminines, en Israël comme dans les territoires palestiniens occupés, décidèrent de promouvoir des alternatives politiques et d'explorer de l'intérieur la complexité des identités et des différences. Elles eurent recours pour cela à des techniques communes qui « *ont nécessité vigilance et ajustements incessants* » (Emmett, 2003). Identifiées en termes de « politiques transversales », et basées sur des pratiques de « *rooting and shifting* » (Yuval-Davis 1999), ces techniques sont apparues comme un préalable indispensable au processus de transposition des analyses théoriques à la politique ordinaire. Les militantes s'engageaient ainsi à partir de leurs propres racines (*rooting*), mais essayaient aussi de se déplacer vers l'autre et de se mettre à sa place (*shifting*).

Se basant sur de tels principes, le Jerusalem Link, plateforme de coopération féminine israélo-palestinienne fondée en 1993, apparaît comme emblématique de ces initiatives communes ; cette plateforme illustre l'état passé et actuel des débats dans les projets communs aux Palestiniennes et aux Israéliennes visant à institutionnaliser les politiques communes aux femmes de Jérusalem-Ouest et Jérusalem-Est, et à agir d'après des convictions partagées telles que la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, l'établissement d'un État palestinien autonome aux côtés de l'État israélien en accord avec la législation internationale, et pour finir, le problème le plus épineux, celui du partage de Jérusalem (Cockburn, 2007). Plus précisément, la partie israélienne que représente le groupe *Bat Shalom* (« Filles de la paix ») et qui comprend des Palestiniennes d'Israël, s'est définie en tant qu'organisation féministe appartenant au mouvement israélien pour la paix, alors que les Palestiniennes menées par le *Markaz al-Quds la I-Nissah* (Jerusalem Center for Women - JWC) ont exprimé leur politique de sensibilisation en termes d'aspirations politiques soumises à une occupation militaire extérieure.

Un débat féministe entre les membres du Jerusalem Link et à leur propos, a néanmoins eu lieu dans des cadres plus marginaux ou segmentaires : étant donné que l'asymétrie entre « l'occupant » et « l'occupé » était toujours d'actualité, le projet a pris fin. D'un côté, les Palestiniennes comptaient sur la transformation politique de la société israélienne ; de l'autre, leurs homologues juives misaient sur l'établissement de passerelles que permettaient les relations interpersonnelles entre les deux côtés. Ce faisant, les Juives israéliennes ont consciemment souligné leur détermination à réfléchir autour des principes féministes, tandis que les Palestiniennes ont rarement adopté (seulement à certaines occasions et toujours via d'éminentes représentantes) une position aussi féministe, et cela souvent sans tenir compte de leurs objectifs politiques quant à leur lutte nationale.

Des doutes sont apparus concernant de telles initiatives communes du fait que nombre d'entre elles, en particulier israéliennes, ont contribué au développement de relations mutuelles qui reposaient sur une approbation tacite du contexte d'asymétrie. D'après certaines militantes, les activités et groupes communs visaient même à l'établissement de sociétés « normalisées »², ce qui sonne comme une acceptation de l'occupation militaire et, partant, le glas politique de tels projets communs.

Mobilisation des femmes et paralysie de l'occupation militaire : au-delà du statu quo

Le terrain politique s'est mis à changer après 2000, et la progression des expériences conjointes a été interrompue. Ce déclin a été analysé comme résultant de l'échec politique à transformer les discussions en actions capables d'inclure et de rendre solidaires des militantes en zone de conflit, et à amener cette progression au-delà de la situation générale qui existait dans leurs sociétés respectives. Ces dernières années cependant, un nombre croissant de militantes des deux bords a exprimé le désir de voir respecter dignité humaine et égalité, et ont fait part de la méfiance que leur inspirent les points de vue

². Dans la sphère académique tout comme dans les organisations de terrain, le concept de « normalisation » a fait l'objet de vastes débats et a été qualifié « *d'image faussée des relations "normales", comme s'il n'y avait ni occupant ni occupé, et comme si les deux côtés étaient en quelque sorte à égalité* » (Salem, 2007). Bien qu'il ait été utilisé dans le langage courant suite au traité de paix égypto-israélien de 1979, il a pris une connotation négative dans les années 1990 avec les initiatives de coopération mutuelle (dites « projets de peuple à peuple ») entre Palestiniens et Juifs israéliens.

propres à leur nation et la progression des injustices envers les minorités opprimées. Par leur revendication de nouveaux espaces politiques, elles ont tâché de réagir aux problèmes rencontrés au sein de leurs communautés respectives – par exemple, en confrontant les luttes communes et les dissensions – et de franchir les frontières politiques et géographiques.

En particulier, du côté palestinien, le rôle politique des femmes s'est accru tant du point de vue individuel que collectif, du fait qu'elles ont prouvé leur aptitude, leur force et leur détermination à atteindre leurs objectifs et à motiver des gens de divers horizons sociaux et politiques à participer à des luttes non violentes dans de nombreux villages palestiniens de Cisjordanie. De l'autre côté, plusieurs féministes israéliennes favorables à la paix ont remis en question leur rôle en tant que citoyennes de l'État juif (« l'occupant »), et pris conscience que leur soutien aux Palestiniennes (« l'occupé ») devait se situer dans leur opposition à l'occupation militaire et à ce qu'elles ont défini comme étant une « loi illégale et immorale » (en référence à leur violation de la « loi sur l'entrée en Israël »³ pour mener des actions de désobéissance civile avec des Palestiniennes des territoires occupés).

D'autres actions de ce genre ont donné lieu à de vives polémiques en Israël, où l'intolérance agressive ne cesse de croître envers les militants des droits civiques et des droits de l'homme. Cela a conduit principalement à la transformation et à la réorganisation des luttes telles que pratiquées auparavant, d'abord celles dirigées contre l'occupation militaire israélienne, puis celles dirigées plus généralement vers les relations d'oppression internes et extérieures.

Pour toutes ces raisons, il est impératif de toujours prendre en compte les conditions structurelles qui ont caractérisé le statu quo, sans ignorer les racines historiques et politiques de ce conflit. Bien que dans les principaux exemples d'activisme politique des femmes, celles-ci n'ont pas été en mesure de relier leurs points de vue théoriques à leurs actions, il est difficile de nier l'importance de leurs luttes contre l'occupation militaire israélienne ainsi que pour la promotion de nouveaux paradigmes dans des sociétés régies par les hommes.

L'incitation aux actions solidaires par les militantes qui ont centré leur critique sur les problèmes des rapports de pouvoir entre « l'occupant » et « l'occupé » témoigne d'une réelle tentative de développer une forte confiance mutuelle ainsi qu'une coopération ancrée dans la réalité du terrain. Il faut en particulier noter qu'une critique féministe interne est, parallèlement à des développements significatifs dans ce champ, devenue un outil fondamental pour la restructuration des pratiques politiques, de même que pour se pencher à nouveau sur la question, bien qu'épineuse, des voies qui mèneront à un avenir juste et équitable en Palestine / Israël.

Bibliographie

Berkovitch N. (1997), « Motherhood as a National Mission : The Construction of Womanhood in the Legal Discourse in Israel », *Women's Studies International Forum*, vol. 20 n°5/6.

Cockburn, C. (2007), *From Where We Stand : War, Women's Activism and Feminist Analysis*, Londres, Zed Books.

Daniele G. (2014), *Women, Reconciliation and the Israeli-Palestinian Conflict: The Road Not Yet Taken*, Londres / New York, Routledge.

Dayan-Herzbrun S. (2005), *Femmes et politique au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan.

Emmet A. H. (2003), *Our Sisters' Promised Land : Women, Politics and Israeli-Palestinian Coexistence*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

Jacoby T. A. (2005), *Women in Zones of Conflict*, Montreal, McGill-Queen's University Press.

Salem W. (2007), « A path to peace », dans : Salam M. A., Mansur Y., Pundak R. et Salem W., « What

³. La « loi de citoyenneté et d'entrée en Israël » (dispositions provisoires), votée en 2003 et étendue en 2007, interdit l'entrée en Israël aux Palestiniens venant des territoires occupés et de la bande de Gaza, de même qu'aux autres habitants « d'État ennemis », tels que la Syrie, le Liban, l'Irak et l'Iran.

is Normalization ? », *Bitterlemons-International*, vol. 42, n° 5.

Raday F. (1991), « The Concept of Gender Inequality in a Jewish State », dans : Swirski B. et Safir M. P. (dir.), *Calling the Equality Bluff : Women in Israël*, New York, Pengamon.

Young E. G. (1992), *Keepers of the History: Women and the Israeli-Palestinian Conflict*, New York, Teachers College Press.

Yuval-Davis N. (1999), « What is "Transversal Politics" ? », *Soundings*

Giulia Daniele est docteure en sciences politiques, droits de l'homme et développement durable, École supérieure Sant'Anna (Italie) et Université d'Exeter (Royaume-Uni).



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

